



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS MARS 2024

Numéro 012

Éditée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

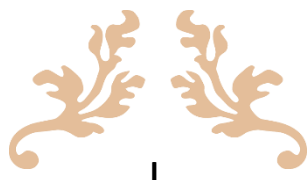
Université Alassane OUATTARA

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°012 Mars 2024

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>

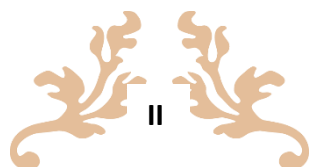


TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Émérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maître-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou

Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire

d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / contact1@revueharis.org



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

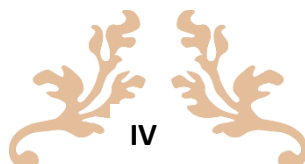
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

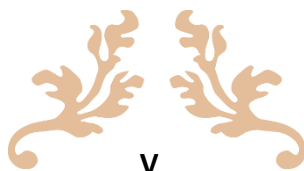
-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

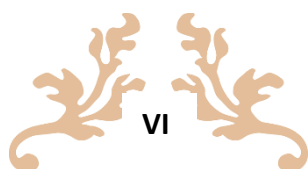
-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Serge DJAMPOU

Approche sociohistorique du handicap au Cameroun : une lecture des réalités endogènes et des politiques internationales sur le handicap.....8-16

EVINDI Venance Majolie

La conférence de Rio de Janeiro (1992) : enjeux, principes et dynamique de coopération Nord-Sud sur la scène internationale.....17-25

Marc ATTOH

La chute de Charles Taylor au Libéria : entre interventionnismes sous régionaux et internationaux.....26-41

Samuelle Bernice EBA

Instabilités sécuritaires et régime constitutionnel en Afrique de l'Ouest.42-55

KONATÉ Kapagaya Moussa

La politique extérieure de la Lybie en Afrique sous Mouammar Kadhafi.56-66

Etienne KOLA

Analyse de la crise socioéconomique et éducative au Burkina Faso sous le prisme de la philosophie pragmatique comme base doctrinale.....67-80

Nadège Ludvine TEDONGMO

Analyse critique de la prise d'otages dans le Golfe de Guinée : enjeux, acteurs et pistes de solutions.....81-96

LEOBLE Baka Célestin

Processus de création et d'extension de l'Accord de Non-Agression et de Défense (ANAD) : Entre rêve et utopie (1977-1981).....97-110

KOUAME Yao Frédéric

Congo Brazzaville : Du Marxisme léninisme à la guerre civile (1969-1997).....111-123

KOUAME Yao Frédéric

Houphouët-Boigny et le Communisme de 1946 à1991.....124-137





CONGO BRAZZAVILLE : DU MARXISME LENINISME A LA GUERRE CIVILE (1969-1997)

KOUAME Yao Frédéric

Docteur en Histoire/ Email : fredykouame2013@gmail.com

RESUME

Après les indépendances, les pays africains furent contraints d'entrer dans la clientèle des deux blocs. En 1968, un jeune capitaine, Marien Ngouabi prend le pouvoir au Congo Brazzaville. Il s'aligne sur le bloc communiste en instaurant le marxisme-léninisme. Ses idées révolutionnaires sont aux antipodes de celles de ses prédécesseurs. Il promet aux congolais une société idéale. Combattu à la fois par les membres de son camp et ses adversaires, son régime fut l'objet de récurrentes tentatives de déstabilisation. Il fut assassiné en 1977. Ses héritiers politiques, Joachim Yhombi Opango et Denis Sassou Nguesso continuèrent son œuvre. Le marxisme-Léninisme a montré ses limites. Il n'a pas apporté le développement escompté. En 1990, le vent de l'Est qui souffle sur l'Afrique secoue les régimes autocratiques. Le marxisme-léninisme est tenu responsable de la situation délétère du Congo Brazzaville. Il est alors rayé de la carte politique congolaise. Une nouvelle ère s'ouvre avec de nouvelles institutions politiques. Les élections présidentielles de 1992 consacrent la victoire de Pascal Lissouba. Cette vie politique présageait un avenir radieux. Ce fut un leurre, cette démocratisation car une guerre civile qui intervient en 1997 noie tous les espoirs.

Mots clés : Congo-Brazzaville – Guerre Civile – Marxisme – Léninisme – Ngouabi

ABSTRACT

After independence, African countries were forced to join the clientele of the two blocs. In 1968, a young captain, Marien Ngouabi took power in Congo Brazzaville. He aligned himself with the communist bloc by establishing Marxism-Leninism. His revolutionary ideas were at odds with those of his predecessors. He promises the Congolese an ideal society. Fought both by members of his camp and his opponents, his regime was the subject of recurrent attempts to destabilize. He was assassinated in 1977. His political heirs, Joachim Yhombi Opango and Denis Sassou Nguesso continued his work. Marxism-Leninism showed its limits. It did not bring the expected development. In 1990, the East wind blowing over Africa shakes autocratic regimes. Marxism-Leninism was held responsible for the deleterious situation in Congo Brazzaville. It was then removed from the Congolese political map. A new era began with new political institutions. The 1992 presidential elections marked the victory of Pascal Lissouba. This political life foreshadowed a bright future. It was a decoy, this democratization because a civil war that occurs in 1997 drowns out all hopes.

Keywords: Congo-Brazzaville – Civil War – Marxism – Leninism – Ngouabi

Introduction

Le Congo a toujours été sous les feux des projecteurs. En 1882, le Français Savorgnan de Brazza signe un traité avec le roi des Batékés, Makoko Illo. Le comité français de libération National créé en 1943 convoque du 30 Janvier au 8 Février 1944 la conférence de Brazzaville qui réunit les gouverneurs généraux et les gouverneurs des colonies françaises. Le Congo accède à l'indépendance en 1960. L'Abbé Fulbert Youlou en fut le premier président. A l'instar des pays du continent africain, la vie politique du Congo Brazzaville est alors jalonnée de crises.

En effet, la division du monde en deux blocs antagonistes laissait ses empreintes dans ce pays d'Afrique centrale. En 1968, Marien Ngouabi prend le pouvoir. Il mit en place un régime d'inspiration communiste. Cependant, cette ouverture vers l'Est n'est pas une entrave à ses relations avec l'occident. Sa mort en 1977 n'a pas aussi entraîné la disparition du marxisme-léninisme.

En 1990, le retour au multipartisme le condamne à disparaître. La conférence nationale de 1991 définit les règles d'une nouvelle vie politique. Un nouveau président, vétéran de la vie politique, Pascal Lissouba sort victorieux à l'issue des élections justes et transparentes. Les Congolais enthousiastes projettent le Congo sous un soleil radieux. Cependant, des événements qui vont suivre ont apporté un démenti à ces prévisions optimistes.

Le Congo bascule dans la violence. Cette étude trouve son intérêt dans le fait que l'instauration du marxisme-léninisme est sans précédent dans l'histoire du Congo Brazzaville. Cependant, les réformes engagées n'ont pas eu les résultats escomptés. Aussi, le processus démocratique fut-il interrompu. Denis

Sassou Nguesso, ancien marxiste-léniniste revient au pouvoir. Cette étude commence en 1969, date de la création du parti congolais du travail.

Le régime est d'inspiration marxiste-léniniste. Elle s'achève en 1997. Elle marque le déclenchement de la guerre civile au Congo. L'objectif assigné à cette étude est de montrer l'existence du marxisme-léninisme au Congo. Ayant tourné la page de cette idéologie, le peuple congolais a emprunté la voie de la démocratie. Elle fut arrêtée dans sa dynamique par une guerre civile. En effet, la société idéale promise par le marxisme-léninisme fut elle une réalité au Congo ?

Cette étude requiert une méthodologie. Nous avons procédé à l'examen de plusieurs types de sources : des sources d'archives, de sources imprimées, des sources écrites ; des sources numériques après le dépouillement et le recoupement des informations, nous avons déterminé deux centres d'intérêt : le premier évoque l'ère du marxisme-léninisme au Congo, le second parle du processus démocratique dévoyé.

1.L'ERE DU MARXISME- LENINISME AU CONGO (1969-1991)

Quelques mois après sa prise de pouvoir, le capitaine Marien Ngouabi mit en place un régime d'inspiration communiste : le marxisme-léninisme. Son régime fut l'objet de multiples tentatives de déstabilisation. Après son assassinat, ses héritiers politiques perpétuent son œuvre.

1.1. Un régime victime de multiples tentatives de déstabilisation

Marien Ngouabi prend le pouvoir en 1968. Trublion, il se fait remarquer sous le règne du président Masebat-Débat. Sa dernière arrestation, mit à mal le régime de

Massembat-Débat qui perd toute crédibilité. Le coup d'Etat de 1968 intervient au moment où le président Massembat-Débat n'avait pas les armes nécessaires pour contrecarrer toute opposition. Après sa prise de pouvoir, Marien Ngouabi instaure le marxisme-léninisme. Lui-même parle le socialisme scientifique. Pourquoi le marxisme-léninisme ?

On peut analyser le marxisme-léninisme sous l'angle des échecs politiques et économiques des nouveaux Etats promus à l'indépendance. Sur le plan politique, les institutions des Etats africain sont calquées sur le modèle occidental. Sur le plan économique, certains Etats ont opté pour le libéralisme. D'autres pour le socialisme avec pour quelques-uns une coloration africaine. Plusieurs pays ont opté pour le socialisme africain qui n'a pas pu produire des résultats escomptés.

La Guinée de Sékou Touré bien qu'ayant des relations avec l'Union soviétique collaborait avec les Américains. La présence des firmes américaines en Guinée illustre cette position ambiguë du président Sékou Touré. Au Ghana, le président Kwame Nkrumah perd le pouvoir en 1966. Modibo Keita est renversé en 1968 au Mali par Moussa Traoré. En effet : « l'Afrique orientale reprend le flambeau du socialisme africain » (R. Dumont, M. Mazoyer, 1969, p.159).

La Tanzanie de Julius Nyerere et la Zambie de Kenneth Kaunda ont connu quelques succès qui contrastent avec les échecs des pays qui ont opté pour cette politique économique.

Conscient des défis qui l'attendent, le président Marien Ngouabi dessine les grandes lignes de sa politique. A cet effet, un nouveau parti politique est créé : le parti congolais du travail le 21 décembre 1969. Avec la création de ce nouveau

parti politique, le parti¹ du Président Massembat-Débat est appelé à disparaître.

Sur le plan économique, Marien Ngouabi n'engage pas des réformes en profondeur. Les nationalisations sont modestes. Les relations avec les puissances occidentales sont maintenues. Cette politique peut s'expliquer aisément. Les populations congolaises étaient habituées à l'économie de marché. Toute rupture pouvait avoir des effets néfastes préjudiciables à l'économie.

Sur le plan judiciaire, la cour révolutionnaire de justice est créée en vue de juger les auteurs d'actes répréhensibles. Dans un pays où la fibre ethnique est assez poussée conjuguée à l'absence d'une armée patriotique, les tentatives de déstabilisations sont récurrentes.

Le régime subit de plusieurs tentatives de déstabilisation. Trois logiques peuvent expliquer cette situation : l'orientation idéologique, l'opposition politique, les dissensions au sein du parti unique. Sur le premier point Marien Ngouabi savait que son orientation idéologique l'expose à la menace occidentale. Lorsqu'il accède au pouvoir au Congo, le monde se trouve dans une période symbolisée par la guerre froide. En 1963 une nouvelle ère s'ouvre avec la coexistence pacifique. Les Etats-Unis et l'URSS décident de collaborer afin d'éviter une guerre suicidaire.

Cependant, des crises périphériques entament cette période. Les Etats-Unis soutiennent les régimes tels que le Nicaragua, le Chili, le Panama en vue de contrer les velléités communistes. L'URSS accorde son aide aux pays comme l'Angola, le Benin, l'Ethiopie, le Congo Brazzaville.

¹ Mouvement national pour la révolution

En effet, la France ancienne puissance coloniale ne peut accepter l'orientation idéologique du Congo. Les occidentaux vont utiliser tous les moyens pour préserver leurs intérêts. Des hommes liges sont instrumentalisés pour exécuter leurs sales besognes. Le second élément est relatif à l'agissement des opposants politiques. Ces derniers pensent que leur heure a enfin sonné. Ils mettent tout en œuvre pour casser la dynamique du régime au pouvoir.

Le troisième élément attire à la division au sein du parti Congolais du travail (PCT). En outre lors d'une session extraordinaire du comité central du parti congolais du travail, des clans vont se former débouchant ainsi sur une crise qui affectera la cohésion du parti. En effet, l'aile gauche du parti dirigée par Ange Diawara s'oppose aux partisans du président Marien Ngouabi. Ce clan reproche au président Marien Ngouabi de s'être écarté de leurs idéaux de départ.

En 1970, les comités politiques sont créés dans toutes les administrations et entreprises. Le degré de loyalisme est mesuré à travers une attestation de militantisme. Ce sésame ouvre son détenteur la voie de la fonction publique. Dans ces cas de figures, des personnes qui font preuve de zèle débordant accèdent facilement à des postes de responsabilité au mépris des diplômes ou du mérite. La promotion des valeurs fait place à la médiocrité.

Cela explique la corruption, la fraude, le laxisme le népotisme qui gangrènent l'administration congolaise. Le marxisme-léninisme qui devait sortir le Congo de la précarité a présenté un visage hideux.

Sur le plan politique, à l'image des pays de l'Europe de l'Est, le Congo Brazzaville est resté un régime fermé. Des partis politiques ne sont pas

autorisés à part le parti congolais du travail. Des opposants sont muselés, les droits de l'homme sont bafoués. En effet, le 22 février 1972, le président Marien Ngouabi effectue une visite de travail à Pointe-Noire. Des opposants, membres du parti tentent un coup d'Etat : la radio nationale et l'aéroport sont occupés. Des hiérarques du parti sont arrêtés².

Le putsch échoue. Le chef d'Etat-major de l'armée congolaise, le commandant Joachim Yhombi-Opango emploie les moyens adéquats pour freiner les rebelles. Dans cette situation tumultueuse, des personnalités de haut rang furent arrêtées. Les moins chanceux ont perdu la vie au cours du mois de mars. Le verdict du jugement en cour martial des responsables de cette tentative de coup d'état ne fut sévère.

A l'image du mouvement 23 de Cuba en référence à l'attaque qui eut lieu le 23 Juillet 1953 à la caserne de Moncada³, une opposition congolaise clandestine s'organise et prit le nom de mouvement 22 ou M22. Cette opposition croit fermement à la victoire finale en référence à la révolution cubaine dirigée par Fidel Castro et Ernesto Che Guevara qui eut raison du président Fulgencio Batista. Le M22 accuse le président Marien Ngouabi d'oligarque, de bureaucrate de tribaliste. L'aventure des putschistes prit fin le 24 Avril 1973.

En effet, les putschistes arrêtés sont au nombre de 14. Ils furent abattus. Leurs corps furent présentés au cours d'une manifestation qui s'est déroulée au stade de la révolution. Leurs corps furent promenés afin de décourager les velléitaires. Cette image

² Pascal Lissouba, Jean-Pierre Assona, Alfred Raoul, Camille Bongou, Momoudjo.

³ La caserne de Moncada fut prise d'assaut le 22 juillet 1953 par Fidel Castro et ses partisans

heurte les sensibilités. En effet, l'un des maquisards, Ange Diawara bénéficie de l'audience auprès des jeunes qui s'identifient à lui. Néanmoins, la notoriété du président Marien Ngouabi ne fut pas ébranlée. Il jouit de la popularité auprès de la population congolaise.

Mais la situation économique n'est pas reluisante comparativement aux premières années de sa présidence où l'économie était en croissance. Soucieux de mettre en place une économie dénuée de toute sujétion, un programme triennal a été élaboré couvrant la période allant de 1975 à 1977. Un budget de 75 milliards a été affecté à ce projet. Les objectifs sont clairement définis ; le désenclavement de l'arrière-pays, la réduction des inégalités sociales, la relance des entreprises publiques défaillantes, la création de nouvelles entreprises d'eau, la construction de routes, d'aéroports.

Les revenus pétroliers ont connu une baisse ; la production du café et du cacao, principaux produits agricoles ont aussi connu une baisse. Cette situation résulte de la faillite des fermes d'Etats. Le modèle soviétique importé calqué sur les kolkhozes n'a pas produit les résultats escomptés. Si au plan économique, la situation n'est pas satisfaisante. La situation politique et sociale inquiète aussi des hiérarques du parti le manque de cohésion et dynamisme de la direction politique, l'incompétence et l'inconscience des cadres, la pléthore des effectifs, la course effrénée aux avantages matériels sont les plaies identifiées qui écornent l'image du régime.

La direction du parti mesure la gravité de la situation. Des mesures sont prises afin de faire un véritable toilettage au sein du parti. Des hiérarques du parti sont rétrogradés. Un nouveau gouvernement composé de 15 ministres est nommé le 18

décembre 1975. Denis Sassou Nguesso est porté à la lumière. Un décret présidentiel le nomme délégué du Conseil d'Etat chargé de la défense et de la sécurité. Le ver est dans le fruit. L'hélicoptère du Président Marien Ngouabi fait un crash le 19 mars 1976.

Les autres occupants sont tous tués⁴. Sans nouvelle du Président Ngouabi, des opposants décident de relever le défi en prenant la situation en main. Le miraculé Président réapparaît au grand dam de la population. Les nouveaux changements opérés n'ont pas amélioré la situation politique, économique décadente. Les opposants avaient l'ambition d'arrêter la dynamique du régime. Et même Elf Aquitaine en prit partie. Le complot est ourdi de l'extérieur. La tâche est alors confiée aux exécutants internes.

La lettre adressée au Président Marien Ngouabi par l'ancien Président Masebat-Débat illustre cette situation délétère. La démission du Président Marien Ngouabi était exigée. Le Président Ngouabi était-il conscient du danger qu'il courait ? Tout révolutionnaire sait qu'il est un mort en sursis. Mais c'est la date qui demeure une éternelle inconnue.

Quand le 18 Mars 1977, le président Marien Ngouabi sortait de la faculté des sciences de l'université de Brazzaville, il ne savait pas qu'il venait de dispenser ses derniers cours avec ses étudiants. A 14h30 il tomba sous les balles assassines d'un commando. C'est le ministre chargé de la défense nationale, Denis Sassou Nguesso qui fit cette annonce officielle : « l'impérialisme aux abois, dans un dernier sursaut, vient par l'entremise d'un commando-suicide

⁴ Il y eut deux rescapés. Excepté le président Marien Ngouabi, un certain Kakou est sorti indemne du crash de l'hélicoptère.

d'attenter à la vie du dynamique chef de la révolution congolaise, le camarade Marien Ngouabi, qui a trouvé la mort au combat, l'arme à la main le vendredi 18 Mars 1977 à 14h30 » (Jeune Afrique, n°2587 du 8 au 14 août 2010, p.60)

Qui a tué le président Marien Ngouabi ? Plusieurs pistes sont arpentées Denis Sassou Nguesso pointe du doigt les puissances impérialistes. Cette piste n'est pas à écarter. Ces puissances occidentales sont capables du pire ne serait-ce que pour défendre leurs intérêts. L'assassinat de Patrice Lumumba par la Belgique et ses alliés qui ont dilué son corps dans de l'acide pour effacer toute trace est un exemple tangible. Le 16 Janvier 1977, la France tente de renverser le président Mathieu Kérékou au pouvoir au Bénin depuis 1972. Bob Denard commit à cette tâche échoue. Mathieu Kérékou était partisan du marxisme-léninisme donc ennemi du camp occidental.

La deuxième piste concerne les opposants. Même si l'existence du parti unique a étouffé les contradictions. Une opposition silencieuse existe. Elle est prête à en découdre avec le président Marien Ngouabi. L'ancien président Massamba-Débat a proféré des menaces contre le régime de Marien Ngouabi. C'est pourquoi accusé d'avoir assassiné le président Marien Ngouabi, il fut tué. La troisième piste concerne les nombreuses victimes.

Le régime marxisme-léninisme était un régime de terreur : assassinats, arrestations arbitraires, emprisonnements, le non-respect des droits de l'homme. C'est pourquoi ses victimes désirent se venger. La quatrième piste concerne les hiérarques du régime. Elle peut être une révolution de palais. C'est la lutte entre des membres de l'ethnie Mbochi à laquelle appartiennent le président Marien Ngouabi et ses successeurs

Joachim Yhombi Opango et Denis Sassou Nguesso. Que retenir du marxisme-léninisme sous le règne de Marien Ngouabi ?

Sur le plan économique quelques actions d'éclat tendant à rendre le Congo souverain ont eu des résultats mitigés. La situation économique ne s'est pas améliorée à l'image des pays du bloc communiste.

Sur le plan politique, le parti unique a étouffé les aspirations. Les épurations sont orchestrées à travers les assassinats. La consolidation du pouvoir a placé à la périphérie tous ceux qui étaient considérés comme ennemis de la nation. Cependant, Marien Ngouabi voulait construire une nation. Le socialisme scientifique professait que tout pour le peuple et rien que pour le peuple. Il a laissé l'image d'un président affable, aimé par son peuple.

Les assassinats, les emprisonnements commis par son régime n'ont pas altéré sa popularité. Il fut le seul président à s'être inscrit à l'université pour y prendre des cours. Il se rendait à l'université comme les autres étudiants. Sa simplicité et son humilité se percevaient dans son mode de vie. Il roulait dans une Peugeot 504. Après avoir obtenu son diplôme universitaire, il a enseigné à l'université de Brazzaville même en étant président de la République. Ses successeurs continuaient son œuvre.

1.2. L'œuvre des héritiers : de Yhombi Opango à Sassou Nguesso

Les assassinats des présidents sont récurrents en Afrique. Mohamed Muthala, le président du Nigéria fut assassiné en 1976. La succession de Marien Ngouabi s'est fait sans heurts. On peut même affirmer sans aucune démagogie que la fibre ethnique a été activée. Marien Ngouabi est Mbochi, ethnie minoritaire du Nord du Congo. Son successeur Joachim Yhombi

Opango membre fondateur du parti Congolais du travail est Mbochi. Cependant, le nouveau président manque de charisme. C'est pourquoi Denis Sassou Nguesso a joué sur ses faiblesses pour se positionner.

Au départ, il s'était mis dans la posture d'une personne qui n'était pas intéressé par le pouvoir. Or, le rôle qu'il avait joué avant et après le décès de Marien Ngouabi le plaçait parmi les prétendants à sa succession. Il était certain que son heure a enfin sonné. Ministre de la défense, c'est lui qui annonça le décès de Marien Ngouabi le 19 Mars 1977. C'était également lui qui prononça l'oraison funèbre le 2 avril 1977. Toute chose qui le plaçait en pole position dans la hiérarchie des successeurs. Le 4 Avril 1977, Joachim Yhombi opango est désigné président du parti. Il devient automatiquement le président de la République du Congo. Denis Sassou Nguesso devient vice-président chargé de la coordination des masses du parti.

Une telle position et une telle responsabilité le rapprochent de la présidence de la République. Manipulateur, il mit tout en œuvre pour susciter une brouille en vue d'opérer un passage en force. Sa nouvelle responsabilité le met directement en contact avec la population. Il se présente comme une personne de tempérament jovial et d'un contact facile. Le régime congolais est calqué sur le modèle Soviétique. Le président de la République n'est pas élu au suffrage universel. Ce sont les apparatchiks qui lui confèrent cette prééminence. Bien évidemment la division s'installe.

Le président Joachim Yhombi Opango ne pouvait pas contrecarrer les appétits politiques des membres des décideurs du parti. Il avait préféré quitter le pouvoir dans l'honneur lors du congrès du parti congolais du travail tenu le 5 février 1979. Des privilégiés du parti portent leur choix

sur Denis Sassou Nguesso. Il est aussi de l'ethnie Mbochi. Le marxisme-léninisme est maintenu tout comme le parti congolais du travail. Quand Denis Sassou Nguesso accède au pouvoir, la situation économique était favorable.

La hausse des recettes pétrolières, source importante de devise rehaussent l'économie. Il pouvait aisément financer les grands travaux. Sur le plan international, Denis Sassou Nguesso maintient les relations du Congo avec la France, l'ancienne puissance coloniale. Néanmoins, l'économie entre en récession affectant ainsi les grands projets. Cette situation fait partie des signes de la crise économique qui frappe la plupart des pays en voie de développement. Le Congo fut alors contraint de signer des accords avec les institutions de Bretton Woods.

Autocrate, Denis Sassou Nguesso cumule les fonctions de président de la République et ministre de la défense à l'image des autres dictateurs. Il fait du vide autour de lui. Ses compagnons de lutte n'ont pas échappé à sa politique meurtrière. Toutes les corporations sont visées. Personnalités militaires et civiles accusées d'atteinte à la sureté de l'Etat sont arrêtées, emprisonnées. Il étend la traque vers des membres des autres ethnies⁵ qui manifestaient une certaine tiédeur à sa politique.

C'est un régime de terreur. Les populations congolaises ont accepté pendant longtemps l'idéologie officielle qui est le marxisme léninisme. Cette idéologie a survécu à son initiateur, le président Marien Ngouabi. Les populations ont souffert des affres de cette idéologie. Mais le temps a entamé sa corrosion. Les bouleversements peuvent surgir de l'intérieur. Ils peuvent aussi provenir

⁵ Denis Sassou Nguesso a orchestré de grandes brutalités sur le pays Kouyou

de l'extérieur. La fin de l'année 1989 et le début de l'année 1990 sonnent le glas des dictatures calquées sur le modèle soviétique.

Pendant des décennies, des peuples ont accepté avec résignation la dictature des partis uniques. Denis Sassou Nguesso⁶ s'inquiète alors des bouleversements en cours dans les pays de l'Europe de l'Est. La perestroïka et la glasnost introduites par Mikhaïl Gorbatchev constituent un virage à 180°. Ces réformes balayaient tout sur leur passage. Sassou Nguesso savait qu'un orage pouvait l'emporter. En Roumanie, Nicolas Ceaucescu et sa femme furent exécutés en décembre 1989. L'ouverture politique a fait perdre aux différents partis communistes leur rôle dirigeant. Des libéraux sortirent victorieux des élections pluralistes.

Tous les présidents communistes au pouvoir depuis plusieurs années en Europe de l'Est ont perdu le pouvoir. Ces changements n'entament nullement la sérénité du président Sassou Nguesso qui entend encore gouverner le Congo. Pour sauver la face, il pouvait par anticipation engager des réformes profondes. Cependant, il est resté autiste des sons de cloche. En Juin 1990, le président français, François Mitterrand convoque la conférence de La Baule.

Désormais l'aide française sera conditionnée par la libéralisation de l'espace politique. Denis Sassou Nguesso continue de faire traîner les choses convaincus que les Congolais ont encore besoin de lui. Mais la confédération syndicale congolaise affiliée au parti Congolais du travail va contraindre le président Sassou Nguesso à entamer des changements

⁶ Au quatrième congrès ordinaire du parti congolais du travail tenu en 1990, Denis Sassou Nguesso est reconduit à la tête du parti et à la tête du Congo pour 5 ans.

allant dans le sens de l'ouverture démocratique. Elle veut se délier de la sujétion du parti congolais du travail. Denis Sassou Nguesso et son régime sentent des heures sombres.

La capitale Brazzaville devient le théâtre des manifestations. Le président de la république ordonne au chef d'Etat-major, le général Mokoko de mater les dirigeants syndicaux. Ce dernier refuse. Les manifestations gagnent du terrain. Le président Sassou Nguesso se rend compte que la réinstauration du multipartisme est irréversible.

La conjugaison des événements conduit le président Sassou à s'inscrire dans la voie du changement. Il capitule. Le pluralisme politique devient une réalité au Congo Brazzaville. Une nouvelle ère s'ouvre au Congo. Cependant, le processus démocratique fut dévoyé.

2.LE PROCESUS DEMOCRATIQUE DEVOYE

La transition politique débouche sur les élections démocratiques remportées par Pascal Lissouba. Son mandat s'achève sur une note salée. Une guerre civile noie tous les espoirs.

2.1. La transition Politique

Les Congolais ont vécu la nuit des partis uniques. Trois moments forts ont marqué l'existence des partis uniques : l'union démocratique de défense des intérêts africains sous l'Abbé Fulbert Youlou (1960-1963) le MNR sous Massembat-Débat et le parti Congolais du travail de Marien Ngouabi à Denis Sassou Nguesso en passant par Joachim Yhombi Opango les Congolais ont tiré les enseignements de l'existence des partis unique.

Ils se sont rendu compte de leur échec à tirer le Congo vers le haut en termes de démocratie et de

développement économique et social. C'est pourquoi, ils décidèrent de tourner la page par l'établissement de nouvelles règles démocratiques. Le marxisme-léninisme est accusé des maux des Congo. Sa disparition est donc exigée. Le président Sassou Nguesso perd ses prérogatives. Il accepte le principe de l'organisation d'une conférence nationale souveraine. Les travaux de cette conférence sont dirigés par Monseigneur Ernest Kombo.

La conférence nationale se tient du 25 février au 10 Juin 1991. Elle connut une réussite totale en termes de mobilisation. Elle a enregistré la participation de 1100 personnes qui étaient des représentants des partis politiques et les associations. La nouvelle donne politique a reçu l'adhésion de la majorité des congolais. Ils étaient unanimes de la fin de l'ère du marxisme-léninisme. Leur pays est désormais placé sur les rails de la démocratie.

Les valeurs développées par la conférence nationale sont la promotion de la démocratie, la lutte contre la corruption et la réconciliation nationale. Les règles du jeu démocratique étant définis, le cap est mis sur l'instauration des institutions. Un premier ministre de la transition démocratique est élu par les délégués de la conférence nationale. Il s'agit de André Milongo⁷. Le referendum constitutionnel se déroule le 15 mars 1992. La majorité des Congolais ont opté pour le OUI avec 96,32% de voix. Le 3 mai 1992 se tiennent les élections locales et municipales. Le parti de Pascal Lissouba, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) sort vainqueur de ces échéances électorales.

⁷ Il constitua le 15 juin 1991 un gouvernement d'union nationale dont la tâche est de conduire est transition de 12 mois

Les élections législatives succèdent aux élections locales et municipales. Le premier tour des élections législatives se tient le 24 Juin 1992 le parti de Pascal Lissouba fait une démonstration de force. Cette victoire montre son ancrage national. Tous les regards convergent vers une date fatidique : les élections présidentielles du 2 août 1992. 17 candidats étaient en lice. C'est la première fois que les Congolais sont appelés à élire leurs candidats par voie démocratique : une date et un évènement dans l'histoire de ce pays.

Ces élections présidentielles historiques ont donné les résultats suivants : l'union panafricaine pour la démocratie sociale de Pascal Lissouba recueille 35,89%, le mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral de Bernard Kolélas obtient 23,32%. Le parti congolais du travail de Denis Sassou Nguesso vient en troisième position avec 16,87%. Aucun parti n'a obtenu la majorité absolue. Un second tour est organisé le 16 Août 1992. Il oppose Pascal Lissouba arrivé en tête lors du premier tour et Bernard Kolélas.

Le président sortant Denis Sassou Nguesso a appelé les militants et sympathisants de son parti à voter pour Pascal Lissouba. Bien évidemment, mathématiquement, Pascal Lissouba devait sortir vainqueur de cette élection. Les chiffres n'ont pas trahi c'est sans surprise que Pascal Lissouba fut élu premier président démocratiquement⁸ du Congo Brazzaville depuis l'indépendance en 1960. Il fut investi président de la république le 31 août 1992. Son régime fut émaillé de crise.

⁸ Pascal Lissouba obtient 61,32% Bernard Kolélas recueille 38,68%.

2.2. Un mandat présidentiel émaillé de crise

Le vent de l'Est qui a secoué les régimes autocratiques en Afrique a provoqué de grands bouleversements. Des présidents autocrates furent contraints d'accepter la conférence nationale. Au Togo, la conférence fut dirigée par Monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro, au Congo (Zaïre), Laurent Monsengwo, au Bénin Isidore de Souza. Ces conférences nationales ont connu des fortunes diverses. Au Zaïre, Mobutu Sesse Seko n'a pas permis l'alternance politique. Au Togo Gnassingbé Eyadema continuait de diriger ce pays avec une main de fer. Seuls le Congo Brazzaville et le Bénin ont connu une alternance politique. Pascal Lissouba avait les mains libres pour donner au Congo une orientation démocratique ? Peut-il réussir ?

Au second tour des élections présidentielles, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale de Pascal Lissouba conclut une alliance avec le parti Congolais du travail de Denis Sassou Nguesso. Pascal Lissouba savait-il que cette alliance allait porter préjudice à son mandat présidentiel ?

Denis Sassou Nguesso est un homme politique rusé, manipulateur. Il ne voyait pas le Congo sans lui. C'est pourquoi. Lors de la formation du premier gouvernement dont la liste est publiée dans la nuit du 7 au 8 Septembre 1992, le parti congolais du Travail dénonce une forfaiture. Ce parti qui a obtenu 3 postes ministériels en prétendait 7. C'est pourquoi l'un des ministres, membre du parti congolais du travail, Isidore Mvouba démissionne du gouvernement. Cette démission ouvre la série de crises sous l'ère Lissouba.

La présidence de l'Assemblée nationale revient au parti congolais du travail. Le président de l'Assemblée nationale est André Mouélé. Pascal Lissouba savait qu'il ne pouvait pas

dérouler son programme de gouvernement. Il s'appuie alors sur l'article 81 de la constitution pour dissoudre l'Assemblée nationale le 17 novembre 1992. Cette décision est considérée comme nulle et anticonstitutionnelle par l'opposition. L'opposition représentative organise des manifestations. Une marche dite pacifique est organisée sur le palais présidentiel à l'effet de rétablir l'Assemblée nationale. Le président Lissouba refuse de se plier à cette exigence de l'opposition.

Toutefois, il nomme un nouveau premier ministre : Claude Antoine Da-Costa⁹. Le nouveau gouvernement fait face à une crise économique et financière. Des mois de salaire restent impayés. Le gouvernement fut obligé de solliciter l'aide d'ELF Congo qui refuse. Vu la gravité de la situation, le Congo se tourne vers la société Américaine Occidental Petroleum Corporation (O X Y). La société américaine répond favorablement en avançant la somme de 40 milliards de francs CFA au Congo. Le parti de Pascal Lissouba remporte Les élections législatives anticipées.

L'opposition dirigée par Bernard Kolélas conteste les résultats en appelant ses partisans à une campagne de désobéissance civile. Le Congo vit des heures chaudes. Le président Pascal Lissouba reste inflexible aux revendications de l'opposition. Tous les ingrédients sont réunis pour une guerre civile. Les milices Ninjas de Bernard Kolélas sèment la terreur dans les quartiers de Brazzaville tels que Bacongo et Makelekele. La situation politique et sociale s'enlise. Le président Pascal Lissouba décrète l'état d'urgence sur toute l'étendue du territoire.

⁹ Il remplace Stéphane Maurice Bongo-Nouarra

Cette crise congolaise attire l'attention de l'opinion africaine. La médiation du président gabonais et du délégué de l'Organisation de l'unité africaine a permis de mettre fin à la crise, ce qui aboutit à la signature d'un accord entre l'opposition et la mouvance présidentielle le 4 Juillet 1993. Cette crise a montré que les Congolais ne sont pas prêts à aller à la paix car l'esprit de belligérance règne au sein de la population. Considérant qu'elle n'a pas accès aux médias d'Etat, l'opposition inaugure sa propre radio le 30 Octobre 1993.

Le gouvernement considère que les choses n'ont pas été faites dans les règles de l'art. L'existence de miliciens aux ordres de l'opposition est contraire aux règles de la République. C'est pourquoi l'armée nationale du Congo lance un assaut dans le quartier général des Ninjas. Cette attaque punitive enregistre 42 morts. 3 militaires sont tués. La situation devient inquiétante. La milice du parti congolais du travail se signale. Elle a un nom évocateur : les cobras. Sur le plan militaire, cette milice ne s'est pas encore signalée même si elle offre ses services aux Ninjas. Les congolais vont parvenir à régler leurs divergences mais la situation sécuritaire devient précaire.

Cette crise a montré la division qui existait au sein de la population. Le président Pascal Lissouba savait que le processus démocratique est mal parti. Il tient l'ancien président, Denis Sassou Nguesso responsable de cette situation. L'isoler devient la solution.

Sur le plan économique, la dévaluation du Franc CFA intervenue en 1994 ne fut pas profitable au Congo qui dépend de l'extérieure en termes de besoins alimentaires, de produits manufacturés. La situation financière demeure précaire. Les salaires des fonctionnaires et des agents de l'Etat restent encore impayés.

Sur le plan institutionnel, le changement de gouvernement est devenu la règle. Sur le plan diplomatique le président Lissouba commet une faute très grave qui fut préjudiciable à sa gouvernance. En effet, l'invitation de Jonas Savimbi lors de la commémoration de l'indépendance du Congo a été mal perçue. La situation politique, économique et sécuritaire ne va malheureusement pas évoluer au Congo même si à la fin de l'année 1995 Pascal Lissouba et Bernard Kolélas se rapprochent. Les grèves ne se sont pas arrêtées. Les grandes sociétés se sont signalées. La société nationale d'électricité, la société nationale de distribution d'eau, l'office national des postes et télécommunication, la société de distribution des produits ont paralysé le Congo pendant des jours.

Nous sommes à la veille des élections de 1997. Le président Pascal Lissouba entend rempiler. Il décide de mettre en place une équipe de campagne. Le bilan des activités du premier ministre sortant Joachim Yhmobi Opango est loin d'être satisfaisant. Alors le président Pascal Lissouba décide de le remplacer par Charles David Ganao.

Le nouveau gouvernement compte 45 ministres : un gouvernement pléthorique pour un pays qui est en panne financière. Le discours de politique général qu'il prononce devant le parlement n'a pas eu d'impact sur les esprits déjà surchauffés. Tout est prêt pour une confrontation. C'est le début de la guerre civile

2.3. La Guerre Civile

Denis Sassou Nguesso après un séjour en France retourne au Congo en 1997. Ce militaire est loin d'être un homme de paix. Il savait que la foule qui l'accueillit massivement à Brazzaville et à Pointe Noire est une

majorité affective. Elle est loin d'être une majorité effective. Elle ne pouvait nullement lui garantir la victoire. Lors de son séjour en France, il avait noué des relations avec les mercenaires qui étaient prêts à l'accompagner à reprendre le pouvoir. Même quand il était marxiste-léniniste, il n'avait pas rompu les relations avec la France. Denis Sassou Nguesso pouvait-il revenir au pouvoir par voie démocratique ?

Son règne sans partage de 13 ans ne plaide pas en sa faveur. Aussi sous l'angle ethno mathématique, Sassou Nguesso ne pouvait pas gagner les élections présidentielles. Il appartient à une ethnie minoritaire, les Mbochi, située au nord du Congo. Denis Sassou Nguesso avait semé les graines de la guerre civile. Il attendait un prétexte pour déclencher les hostilités. Pendant la guerre froide, le MPLA de Eduardo Dos Santos était l'allié du parti congolais du travail de Sassou Nguesso.

La fin de la guerre froide n'a pas entamé cette alliance. Surtout que les Kongo qui peuplent aussi l'enclave de Cabinda étaient en bisbille avec le pouvoir de Luanda. Ils étaient soutenus par leurs « frères » Kongo du Congo Brazzaville. Le retour de Denis Sassou Nguesso sonnerait alors le glas au soutien des Kongo aux rebelles de Cabinda. Avec le jeu des alliances, cette guerre fut déclenchée le 5 juin 1997. Elle mit aux prises les forces régulières aidées par les milices Ninjas de Bernard Kolélas aux Cobras de Denis Sassou Nguesso soutenus par l'armée Angolaise. A l'issue des mois de guerre la capitale Brazzaville fut défigurée.

Les forces armées n'ont pas pu résister aux milices de Denis Sassou Nguesso et leurs alliés. Le président Lissouba s'exile d'abord en Angleterre puis en France. Denis Sassou Nguesso revient alors au pouvoir sans gloire. Cette guerre civile fait des milliers de

morts. Denis Sassou Nguesso : « força le destin et au mois d'octobre 1997, à l'issue d'une guerre féroce, les Mbochi reprirent par les armes un pouvoir perdu cinq ans plus tôt par les urnes. » (B. Lugan, 2020, p.897)

CONCLUSION

Beaucoup de dirigeants africains ont pensé que le marxisme-léninisme pouvait sortir les peuples de la situation politique, économique et sociale décadente. Au Congo Brazzaville ; Marien Ngouabi et ses héritiers politiques n'ont pas réussi à changer le cours des événements d'où l'échec du marxisme léninisme.

Le vent de l'Est qui consacre le retour au multipartisme devait mettre le Congo sur les rails de la démocratie. Mais le processus de démocratisation fut dévoyé par les marxistes léninistes qui ont cassé sa dynamique.

BIBLIOGRAPHIE

BECHIR Ben Yahmed, 1989, *Ce que je crois, les années d'espoir (1960-1979)*, Paris, Editions Jeune Afrique Livres

DUMONT René, MAZOYER Marcel, 1989, *Développement et socialisme*, Paris Editions du seuil.

EBOUNDIT Pierre, 2009, *Le M22, une expérience du Congo, devoir de mémoire*, Paris, Editions ECNIA.

GLASER Antoine, SMITH Stephen, 2005, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Levy.

LUGAN Bernard, 2020, *Histoire de l'Afrique des origines à nos jours*, Paris Ellipse, Editions marketing.

MASSEMA Albert Roger, 2005, *Crimes de sang et pouvoir au Congo-Brazzaville*, Paris, l'harmattan.

MOKOKO Philippe, 1999, *Dictionnaire général du Congo Brazzaville*, Paris, L'harmattan.

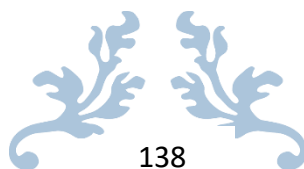
NKOUKO MENGA Jean-Marc, 1997, *Chronique politique congolaise*,

NKOUKO MENGA Jean-Marc, 1997, *Du Nali-Congo à la guerre civile*, Paris, l'Harmattan.

Numéro 012 Mars 2024
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°12 Mars 2024